FICHE PRATIQUE

LA TRANSMISSION DE DOCUMENTS AUX OFFICIERS DE POLICE JUDICIAIRE

Les services sont régulièrement saisis de demandes écrites de communication de documents portant le plus souvent sur des éléments relevant de la vie privée d'une personne (identité, adresse, date de naissance...) ou sur des éléments d'ordre fiscal, financier ou administratif (origine, motifs ou résultats du contrôle fiscal d'une société ou d'un contribuable, noms d'agents habilités pour telles applications informatiques...).

Ces demandes émanent d'officiers de police judiciaire (OPJ) qui agissent par réquisition judiciaire, soit dans le cadre d'une enquête de flagrance, soit dans le cadre d'une enquête préliminaire menée sur les instructions du procureur de la République, soit en exécution d'une commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction.

Dans la mesure où les documents sollicités revêtent un caractère confidentiel, il importe de savoir si les services peuvent satisfaire à ces demandes sans enfreindre l'obligation au secret professionnel qui s'impose aux agents.

ANALYSE JURIDIQUE :

La loi n°83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires dispose, dans son article 26, que « les fonctionnaires sont tenus au secret professionnel dans le cadre des règles instituées dans le code pénal ». Cette obligation au secret est prévue à l'article L 103 du livre des procédures fiscales.

Le législateur a toutefois consacré un certain nombre de dérogations à cette règle du secret professionnel.

Parmi ces dérogations, certaines imposent aux administrations ou agents publics de **communiquer aux officiers de police judiciaire les documents** qu'ils ont demandés pour les nécessités d'une enquête, d'une instruction ou pour l'accomplissement de missions spécifiques leur incombant. **Dans le cadre de ces dérogations, les agents sont déliés de leur obligation au secret professionnel.**

1. Dérogations générales à la règle du secret professionnel

Aux termes des dispositions insérées par la loi n°2 004-204 du 9 mars 2004, toute administration publique susceptible de détenir des **documents intéressant l'enquête ou l'instruction, y compris ceux issus d'un système informatique ou d'un traitement de données nominatives**, est tenue de remettre ces documents, sans que puisse être opposée l'obligation au secret professionnel :

- à un officier de police judiciaire agissant dans le cadre d'une **enquête de flagrance** (article 60-1 du code de procédure pénale) ;
- à un officier de police judiciaire agissant sur autorisation du Procureur de la République dans le cadre d'une **enquête préliminaire** (article 77-1-1 du code de procédure pénale) ;
- à un officier de police judiciaire agissant sur commission rogatoire délivrée par un juge d'instruction dans le cadre d'une **instruction judiciaire** (article 99-3 du code de procédure pénale).

Ces trois articles précisent toutefois que, dans les cas où ces réquisitions concernent des personnes mentionnées aux articles 56-1 à 56-3 du code de procédure pénale (avocats, entreprises de presse, médecins, notaires, journalistes, avoués et huissiers), la remise des documents ne pourra intervenir qu'avec leur accord.

2. Dérogations particulières à la règle du secret professionnel

Les officiers de police judiciaire qui agissent de leur propre initiative, dans le cadre d'une enquête préliminaire, peuvent obtenir des documents dans les deux cas limitativement énumérés infra :

- Dans le cadre de **la lutte contre les activités lucratives non déclarées** portant atteinte à l'ordre public et à la sécurité publique, les agents doivent répondre aux demandes formulées par les officiers et agents de police judiciaire concernant les renseignements et documents de nature financière, fiscale ou douanière sans que puisse être opposée l'obligation au secret (article L 135 L du livre des procédures fiscales).
- Conformément à certaines dispositions prévues par le code du travail et le code de la sécurité sociale, les agents peuvent communiquer aux officiers et agents de police judiciaire tous documents ou renseignements utiles à la **lutte contre le travail illégal** (article L 134 du livre des procédures fiscales).

MARCHE A SUIVRE ET CONSEILS PRATIQUES :

Rappel : toute demande de communication de documents des services de police doit être présentée par écrit.

➤ Examiner attentivement le cadre juridique de la réquisition judiciaire

En pratique, une réquisition doit comporter les informations relatives à :

– la qualité de celui qui délivre la réquisition écrite (selon les cas, officier ou agent de police judiciaire) ;

– la procédure judiciaire en cours (enquête de flagrance, enquête préliminaire, instruction judiciaire) et, selon les cas, l'autorité judiciaire à la requête de laquelle l'officier de police judiciaire intervient (procureur de la République ou juge d'instruction);

– la nature des documents requis.

➤ Informez la direction locale avant toute transmission

Dès réception d'une réquisition judiciaire, les chefs de service sollicités doivent se rapprocher de leur direction locale avant de procéder à toute communication de documents.

➤ Ne pas confondre réquisition judiciaire et audition

Dans le cadre des auditions, les agents ne doivent pas se présenter devant l'autorité judiciaire munis de pièces ou de documents.

Si l'officier de police judiciaire ou le juge d'instruction souhaite la communication d'un document, ils doivent en faire la demande par voie de réquisition judiciaire.

➤ Prendre l'attache du bureau RH-2B

Le bureau se tient à la disposition des directions locales pour analyser le cadre juridique dans lequel la réquisition judiciaire est délivrée aux services, la nature des documents demandés ou toute autre difficulté.